

Alain Dubourg

Le 30 septembre 2026

aldubourg@orange.fr

Emmanuel Macron
Le praticien néolibéral
et
Carl Schmitt
L'idéologue nazi

**La « gauche » et les élections en 2027 :
Tout sauf LFI : un « Macron bis » ?**

Elections en 2027 : empêcher la reconduction des scénarios de 2017 et 2022	1
Emmanuel Macron, Cheval de Troie de l'extrême droite	2
Arié Alimi : « <i>Emmanuel Macron précurseur de la destruction de la République</i> »	3
Emmanuel Macron, disciple de Carl Schmitt	6
La Constitution française de 1958, inspirée par Carl Schmitt.....	11
L'élection du Président de la République au suffrage universel doit être abolie	12
La « gauche » et les élections en 2027 : Tout sauf LFI : un « Macron bis » ?	14
Les élections présidentielles et législatives de 2027	18
Election présidentielle de 2027, la « Gauche » sera-t-elle « Le barrage contre Jean-Luc Mélenchon » ?	19

**Elections en 2027 : empêcher la reconduction des scénarios de
2017 et 2022**

Arié Alimi, Amnesty International , Johan Chapoutot

Les comptes rendus de la rencontre des organisations de défense des droits humains avec Emmanuel Macron le lendemain de son élection, en juillet 2017, notamment ceux d'Arié

Alimi de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et d'Amnesty International, ainsi que l'ouvrage de Johann Chapoutot, « *Les irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir ?* », m'ont décidé à rédiger ce texte dont la problématique de l'accès au pouvoir d'Emmanuel Macron me taraude depuis 10 ans.

Une autre raison, plus personnelle, m'a également poussé à écrire ce texte. J'ai été sidéré par le consensus impressionnant sur l'injonction comminatoire à voter pour Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle de 2017, « *pour empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir* ». J'ai vécu comme un traumatisme politique les illusions de mes ami.e.s et camarades sur le personnage politique, leur aveuglement.

A cette époque j'habitais dans le 11^{ième} à Paris (2009-2018), un arrondissement « bobo » très social-démocrate [1]. Lorsque j'affirmais que la politique anti sociale de François Hollande ouvrait les portes à l'extrême droite, on me riait au nez, on me qualifiait de Cassandre [2].

Mais au second tour de l'élection présidentielle en 2017, qui positionnait Marie Le Pen face à Emmanuel Macron, les mêmes qui, hier, niaient toute éventualité d'accès de l'extrême droite au pouvoir, se sont mis à paniquer et à appeler hystériquement à voter Macron.

Le même scénario va-t-il se reproduire 10 ans plus tard en 2027, mais cette fois avec des conséquences politiques, sociales, régaliennes tectoniques ?

L'insulte : « Rouge-Brun », « communiste fasciste » !

Refusant catégoriquement de voter en 2017, pour le candidat-néolibéral-fondé-de-pouvoir-du-capital-financier, et l'exprimant publiquement, je fus mis en quarantaine par certain.e.s ami.e.s et camarades de mon arrondissement et jusqu'à me qualifier de « Rouge-Brun », c'est à dire de « communiste fasciste ». Selon eux, je voulais la victoire de Marine Le Pen !

Ces accusations m'avaient profondément blessé. 10 ans plus tard, par la plume de l'argumentation, je règle un peu mes comptes avec mes diffamateurs « irresponsables ».

Commençons avec les comptes rendus de la rencontre en juillet 2017 des organisations de défense des droits humains avec Emmanuel Macron, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et Amnesty International, dans lesquelles je suis membre adhérent.

Emmanuel Macron, Cheval de Troie de l'extrême droite

¹ La **population du 11^{ième} arrondissement** de Paris est de 140.000 habitants, avec la plus forte densité de population de la capitale.

² On aimait me préciser que **Cassandre** avait le don des prophéties mais était incapable de convaincre autrui de la validité de ses prédictions.

Emmanuel Macron reçoit les organisations de défense des droits humains en juillet 2017

Les organisations de défense des droits humains, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Amnesty International, Human Rights Watch, la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) ... demandent une entrevue à Emmanuel Macron au lendemain de son élection à la Présidence de la République Française en mai 2017. Il les reçoit en juillet 2017.

La demande de rencontre de ces organisations était motivée par le « Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme » (loi SILT), proposé par Emmanuel Macron qui, en disant vouloir sortir la France de l'État d'urgence à l'automne, la pérennisait en la transposant la plupart de ses mesures d'exception dans le droit commun [³].

Dans son compte-rendu Amnesty international détaille et analyse le projet de loi SILT, contesté par l'ensemble des organisations de défense des droits humains, et résume la rencontre par ce verdict sans appel :

« Cette rencontre scellera le début d'une méfiance historique et structurelle, une rupture durable entre la présidence d'Emmanuel Macron et les grandes associations de défense des droits humains en France ». [⁴]

Arié Alimi : « Emmanuel Macron précurseur de la destruction de la République »

Arié Alimi, avocat au barreau de Paris et membre du bureau national de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) qu'il représentait à cette entrevue, nous livre le compte rendu. Il est terrifiant.

Extraits :

« C'est le souverain qui décide »

« J'ai rencontré Emmanuel Macron à l'Élysée en 2017, juste après son élection. Il nous reçoit à l'Élysée pour une loi très particulière, la loi SILT [⁵]. Ce projet de loi a pour vocation de pérenniser l'État d'urgence sécuritaire qui dure depuis deux ans... On lui explique : monsieur le Président il ne faut pas pérenniser les mesures de l'État d'Urgence. On comprend assez rapidement qu'il n'est pas là pour nous écouter et qu'il va faire passer son projet de loi à l'Assemblée nationale et au Sénat, et qu'on est là uniquement pour la galerie. A un moment je prends la parole. Je lui dis « Monsieur le Président on a une difficulté, l'État d'urgence va éroder le droit commun. Vous ne pouvez

³ Le **projet de loi SILT** sera adopté à l'automne 2017. Il entérine l'inscription des pouvoirs d'exception de l'Etat d'urgence dans le droit. Cf. détails de la loi SILT en annexe.

⁴ **Amnesty international** : compte-rendu intégral, <https://www.amnesty.fr/actualites/projet-de-loi-terrorisme-on-ne-protege-pas-nos-libertes/>.

⁵ **SILT**, loi du 30 octobre 2017 renforçant la Sécurité Intérieure et la Lutte contre le Terrorisme (SILT), texte intégral, <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000035932811>

pas faire rentrer ces mesures liberticides dans le droit commun parce que ça va détruire progressivement l'État de droit »

Il me répond une phrase assez bizarre. Il me parle de Carl Schmitt qui est objectivement un grand constitutionnaliste ... qui va ériger une philosophie, une théorie de la dictature, en pensant que la dictature de commissaire est le meilleur type de gouvernement qui soit. Donc je suis un peu étonné. Moi je lui parle d'un autre philosophe qui s'appelle Giorgio Agamben [6] qui est le spécialiste de l'État d'Urgence. Et ça commence à s'échauffer. A un moment il prend la parole, il me fait : « Je suis le Président ». On est tous un peu atterrés, sidérés.

On sort du salon vert. Il nous attend pour nous serrer la main. Il nous serre les mains respectivement et respectueusement. Il me regarde dans les yeux en me serrant la main, et là il me parle en allemand.

Les gens à côté me disent « il t'a cité Carl Schmitt en allemand, et il t'a cité la phrase de Carl Schmitt qui est : « C'est le souverain qui décide de l'état d'exception », mais en allemand.

Ça m'a fait un peu froid dans le dos pour tout vous dire. Pourquoi ?

Parce que quelqu'un qui connaît Carl Schmitt en allemand et qui est inspiré par Carl Schmitt, ça montre une forme de vision de la démocratie qui n'est plus véritablement une démocratie puisque c'est une vision extrêmement centralisée, presque dictatoriale.

Je vous raconte cela parce que à ce moment là j'ai compris que celui qui se présentait en habit de libéral, n'en était pas un. Emmanuel Macron n'est pas qu'un simple président de la République. Emmanuel Macron c'est celui qui aura permis, peut-être volontairement, et c'est mon intuition profonde, de faire advenir l'extrême droite au pouvoir, cette extrême droite qui n'a qu'une seule ambition, détruire la République. Alors oui Emmanuel Macron est le précurseur de la destruction de la République ».

Arié Alimi [7]

« Emmanuel Macron c'est celui qui aura permis, peut-être volontairement, et c'est mon intuition profonde, de faire advenir l'extrême droite au pouvoir »

Citer par deux fois, une fois en français, la seconde dans le texte et en allemand le juriste constitutionnaliste nazi Carl Schmitt, n'est pas neutre. [8]

Nous sommes actuellement en période électorale pour l'élection présidentielle 2027 (18 avril, 1^{er} tour, 2 mai 2^{ème} tour). Imaginons que Jean Luc Mélenchon, s'adresse en allemand à un avocat juif en citant Carl Schmitt, juriste nazi, chacun peut imaginer le tollé général qu'un tel

⁶ Giorgio Agamben, « L'état d'exception », ed Seuil, 2003. Selon Giorgio Agamben l'état d'exception est une mesure temporaire de crise qui devient peu à peu la règle de gouvernement dans les démocraties modernes. C'est exactement ce qu'Emmanuel Macron s'empresse de faire dès son arrivée à l'Elysée : que les mesures de l'État d'urgence devienne peu à peu la règle de gouvernement en France.

⁷ Arié Alimi, avocat au barreau de Paris et membre du bureau national de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), son intervention intégrale (3 juillet 2024), <https://www.facebook.com/watch/?v=1236412187768745>

⁸ Emmanuel Macron : « Souverän ist wer über den ausnahmezustand entscheidet. ». C'est ainsi qu'Emmanuel Macron cite en allemand une phrase du juriste nazi Carl Schmitt lors d'une discussion avec Arié Alimi. Politis, juillet 2024, <https://www.politis.fr/articles/2024/07/chronique-macron-gouverner-dans-le-chaos/>

comportement déclencherait. Jean-Luc Mélenchon serait, et à juste titre, traité d'antisémite. Sauf que ce n'est pas Jean-Luc Mélenchon qui a cité le juriste nazi en allemand à un avocat français juif, mais Emmanuel Macron élu, deux mois auparavant, Président de la République dans un parfait consensus de l'extrême centre [9] à la droite en passant par le Parti socialiste et le PCF.

Emmanuel Macron installe la France dans l'État d'urgence permanent

Emmanuel Macron répondra, trois mois plus tard, aux organisations de défense des droits humains en insérant dans le droit commun les mesures liberticides de l'État d'Urgence, en octobre 2017.

La « démocratie illibérale » [10] macroniste n'aura pas tardé à montrer le bout de son nez. J'écrivais en 2018, juste un an après son élection, dans l'introduction d'une lettre ouverte que j'ai adressée à la journaliste du Monde, Anne Chemin, *« je suis étonné que votre analyse du concept et de la réalité des démocraties illibérales ne vous ait pas conduite à en percevoir des prémices dans le modèle de gouvernance du pouvoir macronien. »* [11]. Cette démocratie illibérale dont je dénonce dans cette lettre ouverte la mise en œuvre en France par Emmanuel Macron, fructifiera au cours des dix années de sa présidence, jusqu'à ouvrir grand les portes du pouvoir à l'extrême droite.

Mais revenons aux tous premiers mois de la présidence d'Emmanuel Macron et son entrevue avec les organisations de défense des droits de l'Homme.

Mai 2017, Emmanuel Macron est élu Président de la République Française.

Juin 2017, le gouvernement transmet au Parlement un nouveau projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte antiterroriste (SILT)

Juillet 2017,

- 2 juillet, Emmanuel Macron annonce son intention de sortir de l'État d'urgence à l'automne.
- 4 juillet, le Sénat vote la reconduction de l'État d'urgence à l'identique, par 312 voix pour et 22 contre.
- 6 juillet, l'Assemblée nationale fait de même, par 137 voix contre 13.
- 12 juillet, l'État d'urgence entre officiellement en vigueur pour la sixième fois depuis le 13 novembre 2015, et prolonge ce régime exceptionnel jusqu'au 1er novembre 2017.

⁹ **Emmanuel Macron, Président extrême centre, Contretemps**, Grégory Salle, *« L'histoire montre, selon ses détracteurs, que l'extrême centre finit souvent par mener des politiques économiques ou sociales orientées vers la droite, voire par favoriser la montée des droites radicales »* À propos de l'« extrême centre » - Contretemps

¹⁰ « **Démocratie illibérale** », je ne reprends pas à mon compte cette expression, je la cite. L'expression « démocratie illibérale » est attribuée **Fareed Zakaria**, politologue américain, qui l'employa à la fin des années 1990. Selon moi, elle vise à masquer par une sémantique obscure et minimisant sa gravité, l'évolution de la société capitaliste vers des démocraties (démocratie/ dictatures), et que la démocratie libérale détient un potentiel dictatorial, (comme les systèmes socialistes qui ont abouti à des dictatures). Ceci étant l'expression « démocratie illibérale » reconnaît une évolution potentielle de la « démocratie libérale » vers un système où les libertés fondamentales sont remises en cause.

¹¹ **Lettre ouverte à Anne Chemin**, journaliste au Monde : *« La France « En Marche », vers une démocratie illibérale avant de devenir une démocratie ? »*, Lettre à Anne Chemin sur son article *« là où s'abîme la démocratie »* – Anarcho écolo coco, <https://anarchoecolococo.com/2018/06/22/lettre-a-anne-chemin-sur-son-article-la-ou-sabime-la-democratie/>

- 30 octobre 2017, la loi SILT est définitivement adoptée par le Parlement français et promulguée. La France est installée par Emmanuel Macron dans un système d'État d'urgence permanent. ^[12]

Excepté la réaction d'Arié Alimi de la LDH, d'Amnesty international ^[13], de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) ^[14], de France Terre d'asile ^[15], et d'autres associations ^[16], le silence consensuel sur des paroles publiques officielles du Président de la République française prononcées dans le palais de l'Élysée est une faute démocratique grave, très grave. Elle sera suivie d'une kyrielle d'autres durant les deux mandats d'Emmanuel Macron, la marque de la déliquescence de la démocratie libérale qui alimente la progression des extrêmes droites.

Emmanuel Macron, disciple de Carl Schmitt

« C'est le souverain qui décide de l'État d'exception »

En citant Carl Schmitt « *C'est le souverain qui décide de l'État d'exception* », le président de la République française annonce sa filiation et précise ses intentions de diriger la France en autocrate. N'ont pas entendu cette profession de foi néolibérale, ceux qui n'ont pas voulu l'entendre. Ils venaient d'appeler à voter pour lui.

Carl Schmitt, idéologue nazi, constitutionnaliste d'Hitler, est l'objet d'un grand nombre d'ouvrages, d'articles, d'analyses. Carl Schmitt n'est pas un obscur idéologue.

Qui est Carl Schmitt ?

Carl Schmitt (1888-1985) est un juriste théoricien constitutionnel allemand très renommé. Après l'accès d'Hitler au poste de chancelier (30 janvier 1933) et après la loi sur les pleins pouvoirs (24 mars 1933), Carl Schmitt adhère le 1er mai 1933 au parti d'Hitler, le parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP). ^[17]

Son travail théorique consiste en particulier sur une réflexion sur le régime présidentiel et les modalités constitutionnelles.

¹² **Loi SILT adoptée** en octobre 2017, texte intégral, <https://www.vie-publique.fr/loi/20775-loi-securite-interieure-et-lutte-contre-le-terrorisme-loi-silt>

¹³ **Amnesty international**, 11 juillet 2017, « *État d'urgence : le tour de passe-passe pour le rendre permanent* » : extrait : « *Les comptes-rendus des associations en juillet 2017 traduisent une profonde désillusion face aux promesses de campagne d'Emmanuel Macron. Elles décrivent un pouvoir exécutif qui, sous couvert de libéralisme et de pragmatisme, met en place des politiques sécuritaires et migratoires jugées sévères et contraires aux engagements internationaux de la France en matière de droits humains* ». <https://www.amnesty.fr/actualites/etat-durgence-le-tour-de-passe-passe-pour-le-rendre-permanent/>

¹⁴ **Reporterre, Marie Astier**, 9 septembre 2017, Avis de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) sur le projet de loi « renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ». Le Parlement prépare la fin de l'état d'urgence en faisant reculer les libertés

¹⁵ **France Terre d'asile**, 12 juillet 2017, <https://www.france-terre-asile.org/actualites/lactualite-france-terre-dasile/communiqu-de-presse-12-juillet-2017>

¹⁶ **Le Figaro**, 3 juillet 2017, <https://www.lefigaro.fr/politique/2017/07/03/01002-20170703ARTFIG00306-etat-d-urgence-chronique-d-un-dispositif-conteste.php>

¹⁷ **NSDAP** : Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, Parti national-socialiste des travailleurs allemands.

Carl Schmitt, juriste officiel du nazisme, président de l'Union des juristes nationaux-socialistes

Carl Schmitt est un partisan convaincu des nouveaux maîtres nazis. Après avoir adhéré au NSDAP il est nommé « Président de l'Union des juristes nationaux-socialistes ». Des historiens débattent pour savoir si Carl Schmitt a rejoint le camp nazi par opportunisme ou par conviction. Il importe peu. Le fait est qu'il l'a rejoint et est devenu le juriste officiel du nazisme.

À partir de 1930, et donc avant son adhésion au parti nazi, Carl Schmitt se prononçait déjà en faveur d'une présidence de la république autoritaire, il suggérait que le président de la République allemande gouverne d'après l'article 48 de la Constitution de Weimar [¹⁸] en ignorant les votes de défiance ou les abrogations du parlement « *du fait de leur absence de bases constructives* ».

Emmanuel Macron, tout récemment élu président de la République française, cite le juriste officiel du nazisme pour justifier sa décision d'intégrer les éléments de droit de l'État d'urgence dans le droit commun, et instaurant ainsi en France un État d'urgence permanent. Une référence lourde de signification.

Carl Schmitt et l'article 48 de la Constitution de Weimar [¹⁹]

L'article 48 de la Constitution de Weimar donne au président du Reich le pouvoir de prendre des décisions discrétionnaires sans autre autorisation légale et sans consulter le parlement allemand, le Reichstag qui peut seulement les faire abroger a posteriori [²⁰]. Très utilisé dès l'origine contre les révolutionnaires allemands (134 usages entre 1919 et 1924), il servit ensuite au dictateur chancelier Adolf Hitler à transformer la République de Weimar en Troisième Reich.

Emmanuel Macron, durant ses deux mandats présidentiels, ses gouvernements successifs auront eu recours 24 fois à l'article 49-3 de la Constitution qui permet d'engager la responsabilité du gouvernement sur un texte de loi sans vote de l'Assemblée nationale. La similitude entre les deux articles constitutionnels, l'article 48 pour l'Allemagne et l'article 49-3 pour la France, ne relève pas de leur numérotation proche, mais de leur contenu semblable : détourner le pouvoir des assemblées élues, donner un pouvoir discrétionnaire au Président de la République par le suffrage universel direct via un gouvernement fantoche dont le premier ministre est par exemple ramené à la simple fonction de « *collaborateur du Président de la République* » [²¹].

¹⁸ Allemagne, **Constitution de Weimar**, 1919, Digithèque MJP

¹⁹ **Constitution de la République de Weimar**, puis, amendée, celle du Troisième Reich (janvier 1933-mai 1945).

²⁰ Sous certaines circonstances assez floues (lorsqu'« un Land ne remplit pas les devoirs » ou que « la sûreté et l'ordre public sont gravement troublés ou compromis »),

²¹ **Nicolas Sarkozy**, « *Le premier ministre est un collaborateur, le patron, c'est moi* », Le Figaro, Pour le chef de l'État, Fillon est un 'collaborateur', 23/08/2007. **Jordan Bardella** reprendra cette qualification de « *collaborateur du Président* » pour refuser le poste de Premier ministre que lui offrait Macron en 2022, cf. infra page 17

Carl Schmitt , thuriféraire du régime présidentiel

« En 1929, Schmitt fait aboutir toute la réflexion développée au cours des années 1920 sur le pluralisme parlementaire – néfaste à ses yeux – pour lui opposer la figure présidentielle, incarnation, par voie de suffrage de la totalité du peuple »

Johann Chapoutot [²²]

Carl Schmitt soutient une forme de conception de monarchie autoritaire, sans atteindre l'absence totale de règles de droit de la monarchie absolue mais toutefois proche de l'autocratie. Selon Carl Schmitt, le Président de la république allemande, étant élu au suffrage universel direct, est *« l'élu du peuple entier, donc à la fois son représentant et son incarnation, alors qu'un député du Reichstag, n'est dépositaire sur de 1/600^e de la souveraineté populaire. »*

Emmanuel Macron président « jupitérien », développe, comme Carl Schmitt l'idée qu'élu au suffrage universel par le peuple français sa légitimité serait supérieure à celle du Parlement français : *« C'est le souverain qui décide »*.

Carl Schmitt, anti parlementaire

« Le Parlement n'est qu'un miroir des intérêts sociaux économiques et de leurs contradictions ».

Carl Schmitt [²³]

Carl Schmitt promeut une forme de démocratie totalitaire, autoritaire, identitaire et plébiscitaire [²⁴].

Dans un écrit *« État, Mouvement, peuple : les trois composantes de l'unité politique »* (1933) Carl Schmitt insiste sur la légitimité de la révolution national-socialiste :

- *« La prise de pouvoir par Hitler se situe formellement en harmonie avec la Constitution précédente »*, elle prend racine dans *« la discipline et le sens de l'ordre des Allemands »* [²⁵].
- *« Le Führer protège le droit de ses pires mésusages, lorsqu'à l'instant du danger en vertu de sa qualité de guide ("Führertum") il se fait juge suprême et crée directement le droit »* [²⁶].

²² Johann Chapoutot, *« Les irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir »*, Gallimard, 2025, pages 116 et 117

²³ Carl Schmidt, *« Légalité légitimité »*, Paris, LGDJ, 1936. Cet ouvrage est la première traduction française en 1936 du traité du juriste allemand Carl Schmitt, intitulé originellement *Legalität und Legitimität* (1932). Carl Schmitt y critique le fonctionnement de la démocratie parlementaire libérale. Il affirme qu'un système purement basé sur la légalité formelle (le respect des procédures de vote à la majorité) se condamne à mort s'il permet à des partis extrémistes d'accéder légalement au pouvoir pour ensuite détruire la Constitution de l'intérieur.

²⁴ **Le Monde Diplomatique**, *Carl Schmitt* (Le Monde diplomatique, juillet 2022)

²⁵ Carl Schmidt , *« État, mouvement, peuple : les trois composantes de l'unité »*, politiquehttps://fr.wikipedia.org/wiki/Carl_Schmitt

²⁶ Carl Schmidt ,article *« Der Führer schützt das Recht »* (« Le Führer protège le droit »), publié le 1er août 1934. *« Der Führer schützt das Recht »*, *« Le Führer protège le droit »* https://www.flehsig.biz/DJZ34_CS.pdf (traduction Wikipedia)

Emmanuel Macron, déjà dans la posture du monarque en juillet 2017, lance à la figure des représentants des organisations de défense des droits humains, magistrats, avocats, militants associatifs médusés sa conception du droit : « *C'est le souverain qui crée directement le droit* ».

Carl Schmitt, antisémite

Carl Schmitt se présente lui-même comme un « antisémite radical ». En octobre 1936 il demande que la loi allemande soit purgée de toute trace d'« esprit juif » et propose que toutes les publications dans lesquelles interviennent des scientifiques juifs soient marquées d'un signe distinctif. ^[27]

Emmanuel Macron s'est adressé en public en allemand au cours d'une entrevue officielle à l'Élysée en citant un « antisémite radical », Carl Schmitt, à un avocat français juif. Ce n'est pas neutre. Certes cela ne fait pas du Président de la République française un antisémite, mais sa prestation oratoire manque, c'est le moins que l'on puisse dire d'élégance, et laisse une terrible ambiguïté.

Un responsable de la France Insoumise, citant un « antisémite radical », créerait tout de suite une clameur horrifiée des médias, du monde politique de la droite à l'extrême droite et certaines hommes politiques qui se réclament de la « Gauche ».

Mais la référence d'Emmanuel Macron à un nazi, pour s'en prévaloir, n'émouvra personne des cercles des bien pensants de la pensée dominante néolibérale. Ils venaient de l'élire. Ils le rééliront.

Carl Schmitt et le fascisme

« *Schmitt lit l'italien et admire le fascisme* » ^[28]

« Schmitt appartient dans les années vingt à une mouvance qui s'enthousiasme pour le fascisme de Mussolini. Le fascisme représente pour Schmitt une forme de rénovation du nationalisme, parce que c'est un mouvement qui se présente comme révolutionnaire et moderniste. Le fascisme comporte une dimension sociale et veut imposer un État fort, fondé sur des méthodes nouvelles de gouvernement, qui impliquent tout à la fois une dictature charismatique et un soutien des masses garanti par la propagande. La maxime de Schmitt selon laquelle « la dictature n'est pas le contraire de la démocratie » ^[29] trouve ici son enracinement concret ».

²⁷ **Carl Schmidt**, en octobre 1936, lors d'un congrès de juristes du régime nazi qu'il présidait dans son discours de clôture intitulé « *La science juridique allemande en lutte contre l'esprit juif* », source : [1Cairn.info](http://1Cairn.info/http://palimpsestes.fr/centenaire/textes/schmitt/schmitt-scienceall.pdf)
<http://palimpsestes.fr/centenaire/textes/schmitt/schmitt-scienceall.pdf>

²⁸ **Johann Chapoutot**, « *Les irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir* », Gallimard, Essais, 2025, page 116

²⁹ **Carl Schmitt**, « *Parlementarisme et démocratie* » [1923], Paris, Seuil, 1988, p. 35.

Carl Schmitt voue une grande admiration pour le modèle fasciste italien. A la fin des années 1920 et dans sa *Théorie de la constitution* (1928), Schmitt salue l'énergie du fascisme italien et la mobilisation de la volonté nationale opérée par Mussolini. Il y voit une solution transposable dans la constitution allemande.

Emmanuel Macron ne dit pas admirer le fascisme historique comme Carl Schmitt. Mais si l'on retient cette définition, établie par un de mes amis et que je reprends à mon compte : « *Le fascisme n'est pas qu'une paire de bottes : c'est l'alliance argent, média, politiques et les forces de l'ordre (polices publiques et privées, gendarmeries et armées, services de renseignements).* » [³¹], elle colle parfaitement avec le néolibéral Emmanuel Macron, le fondé de pouvoir des puissances de l'argent qui porte leurs bottes.

Emmanuel Macron n'est pas nazi, fasciste ou antisémite, il est le praticien français zélé du néolibéralisme, l'idéologie des régimes autoritaires, dictatoriaux, fascistes.

Carl Schmitt, idéologue néolibéral

Il n'est pas étonnant que le juriste nazi Carl Schmitt soit un thuriféraire du néolibéralisme, l'« *idéologie et système des dictatures / démocraties* » [³²]. L'idéologie néolibérale a été mise en œuvre pour la première fois au Chili par le dictateur Pinochet.

Contrairement à certains dilettantes de la pensée qui confondent « néolibéralisme » et « ultralibéralisme », Carl Schmitt a parfaitement compris le cœur même du néolibéralisme :

« *Pour avoir moins d'État , il va nous falloir en quelque sorte plus d'État* »
Carl Schmitt [³³]

Le néolibéralisme ce n'est pas moins d'Etat, mais la privatisation des structures de l'État, leur transformation en « Agences » privées.

Emmanuel Macron, parangon du néolibéralisme, a mis en œuvre son principe matriciel : l'État doit créer les conditions de réalisation d'un profit maximal pour le capital. L'État doit se mettre au service exclusif du capital.

³⁰ **Hugues Rabault**, « *Carl Schmitt et l'influence fasciste* », professeur de droit public à l'Université Paul Verlaine-Metz. Il a publié le texte dans la « Revue française de droit constitutionnel » 2011/4 n° 88 , pages 709 à 732, https://shs.cairn.info/article/RFDL_088_0709/pdf?lang=fr

³¹ **Robert Dellerue** dans l'adresse de ses vœux 2026, à ses camarades de la section du Parti communiste français.

³² Cf. **Alain Dubourg**,

- « *Le néolibéralisme, idéologie et système des dictatures / démocraties* », (juin 2024), <https://anarchoecolococo.com/2024/06/17/le-neoliberalisme-ideologie-et-systeme-des-dictatures-democraties-vaincre-la-vague-brune-qui-monte/>
- « *L'idéologie néolibérale à l'œuvre, Le néolibéralisme, une domination planétaire à vaincre* » www.anarchoecolococo.com , (septembre 2024)

³³ **Grégoire Chamayou**, « *Naissance du libéralisme autoritaire* », ed. Zones 2020, p.19, cité par **Johann Chapoutot**, op cité, p. 285

Il faut reconnaître qu'Emmanuel Macron a réussi dans ce domaine. Les plus riches ont vu leur richesses doubler durant son mandat [³⁴].

Pour imposer une telle politique qui a pour effet de creuser drastiquement les inégalités sociales, pour lesquelles le consentement de la population est naturellement, et fort logiquement, très faible, un État fort, très fort, est nécessaire aux forces du grand capital qui se veut désormais maître absolu, et jette par dessus bord les règles démocratiques qui lui avaient hier permis de conserver et consolider son pouvoir, mais qui représente aujourd'hui un obstacle à sa domination absolue.

Des personnages emblématiques comme Elon Musk, Bolloré, Stérin etc.. ne sont que la face émergée de l'iceberg des dictatures qui pourraient engloutir la société dans un univers d'inégalités exponentielles, de violence permanente.

C'est pour cela que l'élection du présidentielle de 2027 représente un enjeu historique majeur. Toute force politique qui aurait permis par son irresponsabilité l'accès au pouvoir de l'extrême droite alliée à la droite extrême, serait mise au ban de la société progressiste, humaniste, anti fasciste.

Emmanuel Macron n'aura pas tardé à mettre en œuvre son idéologie néolibérale : un État et ses pouvoirs régaliens au service exclusif des dominants, du capital. Il serait toutefois injuste de faire porter la dérive autoritaire de l'État français à connotations fascisantes sur les seules épaules d'Emmanuel Macron, bien que celui-ci aura été son meilleur ouvrier praticien. Cette dérive est issue de la 5^{ème} République dont la constitution a été inspirée par un précédent disciple de Carl Schmitt, René Capitant.

La Constitution française de 1958, inspirée par Carl Schmitt

René Capitant, un disciple de Carl Schmitt avant Emmanuel Macron

René Capitant (1901-1970) était un éminent professeur de droit, comme Carl Schmitt dont il s'est fortement inspiré [³⁵]. Très proche du Général de Gaulle, il fut un de ses ministres. René Capitant a inspiré la constitution de 1958, celle de la cinquième République [³⁶]. De nombreux textes et articles traitent du rôle de René Capitant dans l'esprit de la Constitution de 1958 [³⁷].

³⁴ Selon les données d'**Oxfam France**, le patrimoine des milliardaires français a augmenté de 220 milliards d'euros depuis 2017, ce qui représente un doublement effectif de leur fortune collective.

³⁵ **Jean-Claude Monod**, « René Capitant, Carl Schmitt et la fin de la république de Weimar », Les cahiers philosophiques de Strasbourg, René Capitant, Carl Schmitt et la fin de la république de Weimar

³⁶ **Johann Chapoutot**, « René Capitant ...inspire toute la réflexion constitutionnelle gaulliste du discours de Bayeux (1946) à la rédaction de la Constitution de la Ve République à l'été 1958 », op. cité page 291

³⁷ **René Capitant**, inspirateur de la Constitution de 1958, disciple de Carl Schmidt :

- **Gwénaél Le Brazidec** « René Capitant, Carl Schmitt : crise et réforme du parlementarisme : de Weimar à la Cinquième République », (Éditions L'Harmattan, 1998).
- **Yôichi Higuchi**, « La théorie constitutionnelle du professeur René Capitant », <https://juspoliticum.com/articles/La-theorie-constitutionnelle-du-professeur-Rene-Capitant>, juillet 2021
- **Jean-Marie Denquin** « L'interprétation de la Constitution de la Ve République par René Capitant », <https://shs.hal.science/halshs-03285898/>
- **Fondation Charles de Gaulle**, « René Capitant » <https://www.charles-de-gaulle.org/lhomme/biographies/rene-capitant/>

René Capitant était fasciné par « *la torsion infligée à la constitution libérale, démocratique et parlementaire de Weimar au printemps 1930, et la mutation d'un parlementarisme triomphant en présidentialisme quasi absolu* » [³⁸].

René Capitant publiera en décembre 1932, un article sur « *Le rôle politique du président du Reich* » [³⁹]. Il y pointe le modèle allemand qu'il voulait transposable à la République française.

La Constitution de 1958 instaure cette République présidentielle qui donne des pouvoirs exceptionnels au Président de la République.

L'article 16 de la Constitution française donne plein pouvoir au Président de la République en cas de crise grave. Le président peut prendre toutes mesures exigées. Il cumule les pouvoirs exécutif et législatif. [⁴⁰]

D'autres articles donnent plein pouvoir au gouvernement, chacun connaît l'un d'entre eux pour son utilisation abusive par les gouvernements macronistes successifs : l'article 49-3 qui permet d'engager la responsabilité du gouvernement sur un texte de loi sans vote de l'Assemblée nationale, remarquablement similaire à l'article 48 de la Constitution allemande.

L'élection du Président de la République au suffrage universel doit être abolie

La constitution de 1958, ne prévoyait toutefois pas l'élection du Président de la République au suffrage universel direct. Dans son article 6, le Président de la République était élu au suffrage universel indirect par un collège électoral d'environ 80 000 à 82 000 grands électeurs :

Article 6 (1958)

Le Président de la République est élu pour sept ans par un collège électoral comprenant les membres du Parlement, des conseils généraux et des assemblées des Territoires d'Outre-mer, ainsi que les représentants élus des conseils municipaux. [⁴¹]

La loi organique de 1962 instaure l'élection du Président de la République au suffrage universel direct.

Le Général de Gaulle élu président attendra quatre ans pour décider d'appeler les Français à se prononcer sur l'élection du Président de la République au suffrage universel. Il décidera, en 1962, d'un référendum qui modifierait la constitution de 1958, et instaurerait le suffrage universel pour l'élection présidentielle.

La loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel sera adoptée par ce référendum par 62% des votes exprimés mais seulement 47% des inscrits.

³⁸ Johann Chapoutot, op.cité, page 292

³⁹ René Capitant, « *Le rôle politique du président du Reich* » a été publié en décembre 1932 dans la revue belge « *Res Publica* ».

⁴⁰ **Constitution française, article 16**, https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000019241008

⁴¹ Constitution du 4 octobre 1958 Texte originel | Sénat

L'article 6 de la Constitution est alors remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 6. (1962)

Le président de la République est élu pour sept ans au suffrage universel direct. Les modalités d'application du présent article sont fixées par une loi organique » ^[42]

Convocation en 2027 d'une Assemblée constituante pour une 6^{ème} République

L'élection du Président de la République au suffrage universel direct est toujours en vigueur aujourd'hui, et si bien utilisée par « l'apprenti despote » Emmanuel Macron.

La France est un des rares pays à élire son président au suffrage universel direct et le seul grand pays capitaliste à donner autant de pouvoirs discrétionnaires au président élu au suffrage universel ^[43].

Une des urgences démocratique absolue se situe dans une modification de la Constitution française par l'annulation de l'article 6 qui instaure l'élection du Président de la République au suffrage universel direct.

Un des enjeux majeurs de l'élection présidentielle de l'élection de 2027 réside est dans la décision de convoquer une Assemblée constituante pour la révision de la Constitution :

« La Constituante est une mesure révolutionnaire : le peuple devient celui qui produit la loi et la règle fondamentale. Il s'affirme donc en tant que sujet politique »

Jean Luc Mélenchon

Le candidat à l'élection présidentielle de 2027, Jean-Luc Mélenchon propose la convocation de cette Assemblée constituante (la quatrième dans l'histoire de la France) pour instaurer une 6^{ème} République, avec, entre autres, la suppression de l'élection du Président de la République au suffrage universel direct ^[44].

Un rapport universitaire alerte solennellement sur la vulnérabilité de notre Constitution. Il considère, entre autres qu'il convient de changer urgentement la Constitution ^[45].

⁴² Loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 | Conseil constitutionnel

⁴³ **En annexe** de ce texte, la liste des pays utilisant le suffrage universel direct et indirect pour élire leur président de la république. On notera que les huit monarchies parlementaires européennes élisent leur président au suffrage indirect et renforcent les rôles des gouvernements avec un premier ministre (ou autre appellation) élu par la représentation du peuple. En France, la cinquième République (loi organique de 1962) permet d'élire un monarque (républicain !) avec la capacité potentielle de concentrer tous les pouvoirs. Le président actuel aura su pousser jusqu'au bout la logique de la constitution de 1958 (loi de 1962) en instaurant une monarchie « républicaine » autoritaire.

⁴⁴ « Jean-Luc Mélenchon porte haut et fort la convocation d'une Assemblée constituante pour passer à la 6^e République. Elle était déjà dans son programme lors de l'élection présidentielle de 2012, 2017 [et 2022]. C'est une des mesures les plus emblématiques du combat des insoumis. Plus qu'une simple réforme des institutions de la 5^e République, elle est un appel au peuple ». Source : Dans 37 jours avec Mélenchon, convocation de la Constituante pour passer à la 6^{ème} République - L'insoumission

⁴⁵ **Laurent Pech, Sébastien Platon**, rapport universitaire (96 pages), " *Rendre le système juridique français résilient face à un potentiel choc autoritaire* ". Les auteurs s'interrogent : " *Nos institutions sont-elles*

La « gauche » et les élections en 2027 : Tout sauf LFI : un « Macron bis » ?

2017, un « Front républicain » autour d'Emmanuel Macron « pour faire barrage à l'extrême droite » !

Aux élections présidentielles de 2017, Emmanuel Macron a gagné 12 millions de voix entre les deux tours. Il a largement plus que doublé son score du premier tour. Le Front républicain a fonctionné.

Ces 12 millions d'électeurs supplémentaires pour Emmanuel Macron, étaient - en principe - convaincus qu'il était le « rempart à l'extrême droite ».

Le discours de victoire du nouveau président de la République le 7 mai 2017 les aura sans doute conforté dans leur illusion :

... « Et je veux enfin avoir un mot pour ceux qui ont voté aujourd'hui pour Madame Le Pen - ne les sifflez pas, ils ont exprimé aujourd'hui une colère, un désarroi, parfois des convictions. Je les respecte. Mais je ferai tout, durant les cinq années qui viennent, pour qu'ils n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes ».

Emmanuel Macron

7 mai 2017, discours de victoire à l'élection présidentielle [extrait] ^[46]

Marine Le Pen n'avait aucune chance d'accéder au pouvoir en 2017. Elle n'y était d'ailleurs absolument pas prête, ni son parti. La menace d'extrême droite était, à cette date, un leurre qui aura permis une élection assez triomphale d'Emmanuel Macron en 2017.

Mais ces 12 millions d'électeurs qui n'avaient pas voté pour Emmanuel Macron au premier tour, n'ont-ils pas été tout simplement abusés, et même plus qu'abusés, car Emmanuel Macron, loin d'être le « meilleur rempart contre l'extrême droite », sera celui qui la renforcera significativement jusqu'à lui ouvrir les portes du pouvoir.

Mais allons encore plus loin dans notre raisonnement : Emmanuel Macron clame dans son discours de victoire le 7 mai 2017, « *qu'il fera en sorte qu'il n'y ait plus aucune raison de voter pour l'extrême droite* », mais derrière cette péroraison n'est-ce pas tout simplement

suffisamment solides pour résister à l'arrivée au pouvoir d'une majorité autoritaire et réactionnaire ? », ils estiment que " *La France est le pays européen le plus vulnérable face au risque autoritaire. ... Le président de la République dispose de pouvoirs qui lui permettent de "contourner" le Parlement dans l'objectif de démanteler l'État de droit (dévolement du référendum, pouvoirs exceptionnels, ordonnances... »).* Présidentielle 2027: un rapport universitaire alerte sur les 'vulnérabilités' du système juridique français en cas de victoire d'un parti 'réactionnaire' | LCP - Assemblée nationale. Rapport intégral, (96 pages), 3.-ALE-0722-Etude-def-pap.pdf

⁴⁶ Allocution intégrale de M. Emmanuel Macron, à l'annonce de son élection à la présidence de la République, à Paris le 7 mai 2017, <https://www.vie-publique.fr/discours/202850-declaration-de-m-emmanuel-macron-candidat-elu-lelection-presidentielle>

parce qu'il sait - puisque c'est son objectif - qu'il va mener une politique néolibérale et donc d'extrême droite, et de ce fait éliminer les raisons d'un vote d'extrême droite assumé sous la bannière du Rassemblement national ?

Les partis de gauche, excepté « La France Insoumise » (LFI), appellent de nouveau à voter pour Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle de 2022 !

Le Parti socialiste (Anne Hidalgo) et Europe Écologie Les Verts (Yannick Jadot) remettent le couvert en 2022, et appellent à voter Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle ainsi que le Parti communiste Français de Fabien Roussel [⁴⁷].

Contrairement à ces candidats de la gauche réformiste [⁴⁸], et comme en 2017, LFI [⁴⁹] refuse en 2022 d'inciter les électeurs à glisser un bulletin en faveur d'Emmanuel Macron [⁵⁰]. LFI soumettra le choix final à ses parrains [⁵¹], via une consultation en ligne portant sur 310 000 parrains. Le vote RN en était exclu d'office. Les résultats de cette consultation interne ont placé :

- vote blanc (37,65 %),
- vote Macron (33,4 %)
- abstention (28,95 %)
-

Le vote majoritaire des parrains LFI sera respecté.

Pourquoi la « Gauche » a-t-elle appelé à voter pour le néolibéral Macron, et par deux fois, en 2017 et en 2022 !?

⁴⁷ Le PCF appelle à voter pour Emmanuel Macron :

- **Vidéo PCF** : « Dès le soir du premier tour, le 10 avril 2022, face au duel opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, Fabien Roussel et le PCF ont explicitement appelé à voter pour Emmanuel Macron » **VIDÉO. Présidentielle : à Rennes, le PCF appelle à voter Emmanuel Macron**
- **Le Figaro**, <https://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/presidentielle-2022-fabien-roussel-invite-l-electorat-de-gauche-a-voter-emmanuel-macron-malgre-tout-20220414>
- **Le Parisien**, « *Présidentielle : Fabien Roussel obtient 2,28% et appelle à « battre l'extrême droite » en votant Macron* », <https://www.leparisien.fr/elections/presidentielle/presidentielle-2022-fabien-roussel-obtient-27-des-suffrages-10-04-2022-KKRE6OBOMFEHFNW3UHCO2PZISM.php>

⁴⁸ **Le PCF dirigé par Fabien Roussel** ne fait pas partie « officiellement » de la gauche réformiste, mais la ligne politique suivie par le PCF de Fabien Roussel est pour le moins très fluide. Son secrétaire national flirte en permanence avec la gauche laïcarde (Printemps républicain), la gauche sioniste (Caroline Fourest et ses comparses), mais aussi l'extrême droite : participation au rassemblement des syndicats de police d'extrême droite, participation à la campagne « *J'aime ma boîte* » de Sophie de Menthon, passerelle patronale de l'extrême droite, et bien entendu toute la galaxie anti-LFI (publication d'un ouvrage avec l'anti LFI obsessionnel Raphaël Enthoven) etc... cf. mes nombreux textes sur ces sujets sur mon blog www.anarchoecolococo.com

⁴⁹ **La France insoumise** (LFI) a été fondée le 10 février 2016.

⁵⁰ **Europe 1**, Jean-Luc Mélenchon a indiqué dimanche qu'il ne donnerait pas de consigne de vote en cas de duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen au second tour de la présidentielle de 2022 ». <https://www.europe1.fr/politique/2022-melenchon-ne-donnera-pas-de-consigne-de-vote-en-cas-de-duel-macron-le-pen-4029806>

⁵¹ **Les « Parrains »**, issu de « parrainage », sont les citoyens qui soutiennent LFI et les candidatures en ligne sur leurs plateformes.

La « Gauche » et le néolibéralisme ^[52]

C'est donc toute cette « Gauche » ? excepté LFI, qui aura appelé par deux fois à voter pour Emmanuel Macron avec ce slogan fallacieux : « *pour faire barrage à l'extrême droite* ». Avec le succès que l'on connaît !!

L'incapacité d'une partie de la « Gauche » à analyser l'idéologie néolibérale, la conversion d'une grande partie de la gauche social-démocrate au néolibéralisme, expliquent leurs appels à voter pour le candidat néolibéral Emmanuel Macron aux deux élections présidentielles. J'inclus le PCF dans cette « Gauche » qui a également appelé à voter pour Macron par deux fois, en opposition à la « gauche radicale » et autres mouvements radicaux. ^[53]

La perte de capacité d'analyse (marxiste pour le PCF) conduit à ce naufrage politique des partis de « Gauche » et leur participation à la progression de l'extrême droite en France en contribuant à l'élection, par deux fois, d'Emmanuel Macron à la présidence de la République.

Pendant ces dix années de mandat présidentiel, Emmanuel Macron, praticien français du néolibéralisme, aura préparé le terrain pour l'accès de l'extrême droite au pouvoir. Arié Alimi nous dit « *Emmanuel Macron c'est celui qui aura permis, peut-être volontairement, et c'est mon intuition profonde, de faire advenir l'extrême droite au pouvoir* ». Je partage son analyse, avec cette précision : Emmanuel Macron n'avait pas l'intention de permettre au parti politique Rassemblement national d'accéder au pouvoir, mais de promouvoir les « *idées néolibérales, matrice de l'extrême droite* » ^[54].

Emmanuel Macron n'a pas hésité à envisager de prendre Jordan Bardella, le président du Rassemblement national, comme premier ministre arguant que ce parti était le premier parti à l'Assemblée nationale, alors que le Nouveau Front populaire (NFP) devançait largement le RN. Un déni grave de démocratie, le mépris de l'autocrate pour le vote des électeurs.

⁵² Je traite directement ou indirectement sur mon site/blog du **néolibéralisme** dans de nombreux textes. Parmi ceux-ci :

- « *Le néolibéralisme, idéologie et système des dictatures / démocraties* » Le néolibéralisme, idéologie et système des dictatures / démocraties. Vaincre la vague brune qui monte. – Anarcho écolo coco
- « *Le capitalisme keynésien et le libéralisme classique, remplacés par le néolibéralisme* » page 10 « Le néolibéralisme, idéologie et système des dictatures / démocraties. Vaincre la vague brune qui monte. – Anarcho écolo coco »
- « *Syndicalisme et syndicalistes à Air France à l'épreuve du néolibéralisme* », page 3 : « *Les dérives du syndicalisme Air France, générées par le néolibéralisme* » Ma vie militante ne fut pas une sinécure – Anarcho écolo coco
- « *Jacques Delors aux avant-postes du néolibéralisme* » Jacques Delors aux avant-postes du néolibéralisme Jacques Delors – Anarcho écolo coco
- « *Emmanuel Macron, parrain de l'extrême droite* » page 4 Le néolibéralisme, idéologie et système des dictatures / démocraties. Vaincre la vague brune qui monte. – Anarcho écolo coco

⁵³ « **Gauche** », « **gauche radicale** » : dans ce texte je me limite aux partis politiques. Je situe dans la « Gauche », tout l'arc de la social-démocrate, PS etc ... avec les Ecologistes et le PCF. Dans la « gauche radicale » je situe LFI, ainsi que le NPA ...

Mais le champ politique ne se limite évidemment pas aux partis. Les associations, collectifs d'action etc ... jouent un rôle de plus en plus important dans la construction des consciences politiques.

⁵⁴ Cf. **Alain Dubourg**, « *Le néolibéralisme, idéologie et système des dictatures / démocraties* » texte cité

Le président du RN ayant décliné l'offre arguant que son parti n'ayant pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, il ne pourrait pas gouverner librement et « *refusait d'être le collaborateur président* » [⁵⁵].

Il est difficile de ne pas faire ici le parallèle avec le président allemand Hindenburg qui nommera Hitler comme Chancelier, le 30 janvier 1933 alors que son parti venait d'enregistrer un recul important deux mois plus tôt aux élections législatives de novembre 1932, avec la différence notoire qu'Hitler a accepté alors que Bardella a refusé ! [⁵⁶].

Emmanuel Macron choisit alors comme Premier ministre Edouard Philippe issu du parti ultra-minoritaire Horizons et bafoue, une fois de plus, la démocratie. « *C'est le souverain qui établit les règles* ».

L'enjeu historique d'une gauche radicale et de ses alliés au pouvoir en 2027

L'enjeu des élections présidentielle et législative de 2027 se situe dans l'accès au pouvoir d'une gauche radicale - avec une partie du PCF [⁵⁷] et la frange des partis de la gauche non macroniste - qui apporterait alors une rupture radicale avec le néolibéralisme.

Certes ce ne serait pas une société communiste, mais des mesures radicales pourraient être prises qui en ouvriraient le chemin.

Cependant, ne nous faisons aucune illusion sur la bataille de classe qui s'annoncerait dans ce cas en France, elle serait d'une intensité inconnue depuis la seconde guerre mondiale [⁵⁸].

Je crains que nous ne soyons pas vraiment prêts et conscients de ce à quoi nous serons confrontés si la gauche radicale accède au pouvoir (présidentielle et législatives), à savoir une alliance de toutes les forces réactionnaires et sociaux-démocrates au niveau national (Hollande, Glucksmann, Marine Tondelier, Jadot ... sans doute Roussel), européen (UE Ursula Van der Leyen ...) et mondial (Trump et affidés) pour faire échouer ce qui serait une expérience unique dans un des pays les plus importants du monde occidental contemporain.

La France se situe au 7ème rang des puissances économiques mondiales en fonction de son produit intérieur brut (PIB) nominal et elle dispose d'un droit de veto au Conseil de sécurité. Avoir un représentant d'une France de la gauche radicale siéger à l'ONU, avec un droit de veto, n'est pas envisageable pour l'Occident global [⁵⁹]. Il ne laissera pas faire sans

⁵⁵ **Jordan Bardella** ne veut pas « *Être le collaborateur d'Emmanuel Macron* » (17) Vidéo | Facebook, Législatives : Jordan Bardella ne sera Premier ministre que s'il obtient une majorité absolue

⁵⁶ **Johan Chapoutot**, « *Qui a porté Hitler au pouvoir ?* » op. cité

⁵⁷ Rassemblés autour des dissidents responsables du Parti communiste français qui ne soutiennent pas la candidature de Fabien Roussel, **Stéphane Peu** président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, **Elsa Faucillon** députée, **Fabien Gay** directeur du journal l'Humanité, **Patrice Leclerc** maire de Gennevilliers, **Marie-George Buffet** ancienne ministre et secrétaire nationale du PCF, ainsi que les militants des associations « Communistes à l'offensive », « Alternative communiste », « Urgence du communisme » ... dont certains viennent d'être exclus du PCF.

⁵⁸ Rien à voir avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, avec Mitterrand et des ministres communistes (quatre). La rupture qui interviendrait en 2017 avec la gauche radicale et ses alliés au pouvoir, serait d'une toute autre ampleur car elle aura à s'attaquer à un modèle capitaliste d'une prédation exacerbée sur les hommes et la société, le néolibéralisme.

⁵⁹ Cf. en annexe

agir. Comment, personne ne sait ? En tout cas l'on sait ce dont Trump est capable. Il sera encore au pouvoir en 2027.

Bref, si le peuple français ne se mobilise pas autour cette expérience de rupture radicale avec le néolibéralisme, l'expérience échouera, et pour longtemps.

Nous avons vécu l'expérience enthousiasmante de l'accès de la gauche radicale au pouvoir au Chili avec la victoire de Gabriel Boric élu président en décembre 2021, puis celle dramatique avec le retour en force de l'extrême droite pinochétiste avec José Antonio Kast, seulement cinq ans plus tard en mars 2026 ^[60].

Je crains que la culture de la délégation de pouvoirs, à savoir la démocratie représentative, ancrée depuis des décennies dans la conscience politique de la majorité des Français, rende difficile cette mobilisation qui est pourtant absolument indispensable. Il faut donc s'employer à créer les conditions dès maintenant de cette mobilisation populaire en cas d'accès heureux de la gauche radicale et alliés au pouvoir en 2027 en France.

Les élections présidentielles et législatives de 2027

L'élection présidentielle et les élections législatives de l'année prochaine revêtent un enjeu majeur, historique. La France pourrait basculer vers l'extrême droite.

2027 : vraie menace d'une extrême droite alliée à la droite extrême au pouvoir

Contrairement aux élections présidentielles de 2017 et 2022, Marine Le Pen semble pouvoir accéder au pouvoir en 2027. Certes la campagne électorale ne fait que commencer, mais les tendances enregistrées depuis l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, les tendances enregistrées dans l'Union européenne, et dans le monde, plus exactement dans " l'Occident global " en faveur des candidats de l'Internationale des extrêmes droites, accrédite malheureusement cette hypothèse.

Emmanuel Macron, « *l'homme du barrage contre l'extrême droite* » aura réussi l'exploit de permettre à cette extrême droite d'envisager une victoire en 2017.

La manière avec laquelle certain.e.s ami.e.s et camarades, cette fois du Gers et des Hautes Pyrénées, abordent ces élections, me renvoient à mon expérience de 2017, ce qui ne me rassure pas du tout. Mais ils sont, et par bonheur, de plus en plus minoritaires.

Je les entends ressasser, à l'unisson des médias, de la droite et de la social-démocratie, « *Mélenchon ne peut pas battre Marine Le Pen au second tour. Ça ne sert à rien de voter pour lui au premier tour* », sans oublier le Parti communiste français par la voix de son candidat à l'élection présidentielle, qui pour justifier sa candidature au premier tour de

⁶⁰ Cf. Alain Dubourg,

Octobre 1972 grève factieuse contre le gouvernement Allende – Anarcho écolo coco

Novembre 1983, Retour d'exil du Président de la Centrale Unique des Travailleurs extérieures – Anarcho écolo coco

Juillet 1986 : Compte Rendu de mission au Chili à l'occasion de la grève générale insurrectionnelle – Anarcho écolo coco

l'élection répète « *la gauche n'est pas majoritaire, elle ne peut pas battre l'extrême droite* ». Pour Fabien Roussel, la victoire de la gauche serait donc impossible ! [⁶¹].

Emmanuel Macron ne pouvant se représenter en 2027, ce serait, d'après ces gens de « gauche » un des ses anciens premiers ministres, en l'occurrence Édouard Philippe, qui cette fois, serait le seul capable d'empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir ! [⁶²].

On voudrait ainsi nous faire revivre la même histoire qu'en 2017 et 2022, la même manipulation, la même intoxication. Ces « gens de gauche » s'apprêteraient donc à voter en 2027 une fois de plus à droite pour empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir.

Election présidentielle de 2027, la « Gauche » sera-t-elle « Le barrage contre Jean-Luc Mélenchon » ?

Emmanuel Macron, en 2027, aura parachevé la politique néolibérale qui avait commencé à être mise en œuvre par ses prédécesseurs.

Sur le plan social Emmanuel Macron aura poursuivi et drastiquement augmenté le montant des dividendes aux actionnaires, vidé la sécurité sociale de sa vocation à « allouer à chacun selon ses besoins », fini de tuer le service public, se soldant par une progression effrayante de la pauvreté en France [⁶³].

A la fin de son mandat le praticien du néolibéralisme français assure des dividendes records, indécents aux actionnaires [⁶⁴]. Sur ces points Emmanuel Macron partira victorieux. Sa mission aura été accomplie.

Emmanuel Macron aura parachevé de transformer l'État en « *comité de salut privé* » [⁶⁵].

⁶¹ **Fabien Roussel**, « *Le problème de la gauche, ce n'est pas qu'il y ait plusieurs candidats. Le problème de la gauche, c'est qu'elle n'est pas majoritaire dans le pays. Ce que je souhaite, c'est pouvoir contribuer à ce qu'elle redevienne majoritaire.* », (précisons, la gauche sans LFI), dans L'avant-garde, [Les communistes repartent à la conquête du pays derrière Fabien Roussel](https://l'avantgarde.fr/les-communistes-repartent-a-la-conquete-du-pays-derriere-fabien-roussel), <https://l'avantgarde.fr/les-communistes-repartent-a-la-conquete-du-pays-derriere-fabien-roussel>, 17 septembre 2026

⁶² Le soi-disant « nouveau » rempart contre l'extrême droite, **Édouard Philippe** qui a déclaré « *Non la colonisation n'est pas un crime* » (interview sur LCI le 8 décembre 2025), était le Premier ministre en fonction lors de l'adoption de la loi SILT (loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme) du 30 octobre 2017. Et parmi d'autres exploits peu reluisants, ce même **Édouard Philippe** peut se prévaloir de 22 Gilets Jaunes éborgnés par des LBD (sur les 32 éborgnés au total sous les deux mandats présidentiels de Macron), 5 amputés d'une main, mutilations causées par la grenade explosive GLI-F4 qui contient une charge de TNT, assimilée à une arme de guerre, classée dans la catégorie A2 du Code de la sécurité intérieure.

⁶³ **La pauvreté et les inégalités** ont atteint, sous les mandats d'Emmanuel Macron, des niveaux historiquement élevés. Le taux de pauvreté s'établit à 15,4 % de la population (pour les personnes vivant dans un logement ordinaire les « sans domicile fixe ne sont pas inclus »). Il s'agit du plus haut niveau enregistré par l'Insee depuis la création de cet indicateur de niveau de vie en 1996.

La France compte 9,8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté monétaire. Cela représente une augmentation d'environ 1,2 million de pauvres supplémentaires par rapport à l'année 2017, date de l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

⁶⁴ Les **dividendes versés par les grandes entreprises** cotées ont fortement augmenté sur les dix dernières années, passant d'environ 40 milliards d'euros au milieu des années 2010 pour atteindre des sommets historiques dépassant les 100 milliards d'euros. Sur la seule année 2025, les versements totaux aux actionnaires du CAC 40 (dividendes et rachats d'actions) ont atteint un record historique de 107,5 milliards d'euros, en hausse de près de 10 % sur un an. Alternatives Économiques, https://www.alternatives-economiques.fr/107-milliards-en-2025-pourquoi-la-remuneration-des-actionnaires-du-cac-40-bat-record-sur-record_23

⁶⁵ **Pierre Rimbert**, Le Monde Diplomatique, « *M. Macron a aussi achevé de transformer l'État en Comité de salut privé...* ») [Le Comité de salut privé](#), par Pierre Rimbert & Grégory Rzepski (Le Monde diplomatique, août 2022)

Un des aspects très graves de la mise en œuvre de l'idéologie néolibérale en France par Emmanuel Macron resteront les atteintes aux droits et libertés. Il aura méthodiquement préparé le terrain à l'extrême droite. L'arsenal des lois répressives est en place. Si par malheur Marine le Pen était élue avec un gouvernement d'extrême droite alliée à la droite extrême, mais aussi sans doute à une partie de la droite dite « classique », elle n'aurait qu'à se servir dans le corpus des lois répressives liberticides édictées par Emmanuel Macron au cours de ses deux années de mandats.

Certes François Hollande, Bernard Cazeneuve avaient très efficacement précédé Emmanuel Macron dans ce domaine. Petit rappel :

- Loi renforçant la lutte contre le terrorisme (2014)
 - blocage administratif de sites internet (sans l'intervention d'un juge).
 - délit d' « apologie du terrorisme » [⁶⁶]
 - déplacé du droit de la presse (loi de 1881) vers le Code pénal,
 - permet des procédures de comparution immédiate
- La loi relative au renseignement (2015)
 - légalise les pratiques de surveillance de masse,
- Reconduction et le durcissement de l'État d'urgence (2015-2017)
 - perquisitions administratives de nuit,
 - assignations à résidence arbitraires notamment utilisées contre des militants écologistes durant la COP21,
 - interdictions de manifester,
- Loi Travail 2016 (Loi El Komri),
 - usage du droit pénal dans les conflits sociaux (Loi Travail - 2016),
 - recours massif aux interdictions de manifester,
 - usage de grenades de désencerclement,
 - condamnations de manifestants pour l'exemple
- Loi relative à la sécurité publique (2017),
 - assoupli les règles de la légitime défense pour les policiers,
 - aligne leur régime sur celui des gendarmes.

Emmanuel Macron, aura commencé son mandat avec la loi SILT qui intégra les mesures de l'État d'urgence dans le droit commun, il le terminera avec la « Loi sur la présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre », loi « Permis de tuer », qui renforce et aggrave les dispositions de la Loi relative à la sécurité publique édictée par François Hollande en 2017, avant de céder la place à Emmanuel Macron.

La loi « Permis de tuer »

Sans énumérer ici la déferlante des lois liberticides sous les mandats d'Emmanuel Macron, citons la dernière en date qui aggrave la « loi relative à la sécurité publique » édictée en

⁶⁶ Cf. en annexe : « L'acharnement judiciaire contre Rima Hassan »

2017 sous François Hollande. Dans les six ans qui ont suivi cette loi, il y a eu « *six fois plus de personnes tuées par la police que dans les six ans qui ont précédé la loi* » [67].

La loi « Permis de tuer », dite « Loi sur la présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre » [68], a été adoptée le 7 juillet 2026 par l'Assemblée nationale [69].

Cette loi instaure une inversion inédite de la charge de la preuve : le tir d'un policier serait désormais présumé légal, le policier lorsqu'il utiliserait son arme serait désormais automatiquement présumé en « état de légitime défense » [70]. Ce serait alors aux familles des victimes de prouver que le tir responsable de la mort de leur proche était illégal. [71]

Emmanuel Macron donne un « permis de tuer » aux policiers, cela n'a-t-il pas une odeur fascisante qui nous ramène à son mentor, Carl Schmitt ?

Cette loi « Permis de tuer », est un élément supplémentaire du glissement rapide de notre pays vers un fascisme rampant dont le néolibéral Emmanuel Macron restera un des acteurs zélés. [72]

Avant son adoption définitive, la loi doit passer devant le Sénat. Aucune date précise n'a encore été fixée au moment de la rédaction de ce texte, mais il est totalement improbable que le Sénat, chambre de droite, la rejette. [73]

Pour en finir avec le néolibéralisme fascisant

Un seul chemin

La victoire de la gauche radicale et ses alliés en 2027

⁶⁷ **Sébastien Roché**, L'Humanité, 24 septembre 2026, p. 10 & 11. Sébastien Roché est directeur de recherches au CNRS et auteur de l'ouvrage « *La police contre la rue* », ed. Grasset, 2023.

⁶⁸ Officiellement renommée « Présomption d'usage légitime des armes »

⁶⁹ Elle n'a pas encore été adoptée par le Sénat, la date du vote n'est pas fixée.

⁷⁰ En 2025, quarante-neuf personnes sont mortes des suites d'une intervention policière, et au moins vingt-deux depuis le début de l'année 2026. Présomption de légitime défense : « Cette loi permet aux policiers d'être juges et bourreaux » | Mediapart, Si la loi « Permis de tuer » est adoptée, ce chiffre progressera sensiblement.

⁷¹ « Permis de tuer » : ce que changerait la loi sur la présomption de légitime défense de la police - AMNESTY FR

⁷² Plus de 730 000 personnes ont signé la pétition contre cette proposition de loi.

⁷³ **Dossier Mediapart**, 17 septembre 2026, « *Légitime défense des policiers : une loi « permis de tuer* », Légitime défense des policiers : une loi « permis de tuer » | Mediapart

Annexes

Projet de loi (SILT)

Selon le projet de loi (SILT) des mesures de l'État d'urgence (François Hollande) seraient transposées dans le droit commun :

Perquisitions

Les préfets ont le pouvoir d'ordonner des « visites et saisines », en pratique des perquisitions, sans l'autorisation d'une autorité judiciaire. Les perquisitions sont menées par la police à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit et sans préavis.

Assignations à résidence

Un arrêté d'assignation à résidence peut être pris contre un individu lorsqu'il « existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics ».

- **Fermeture de lieux de culte**

Les fermetures de culte pourront être prises sur la foi de simples soupçons. Le projet de loi permet aux préfets de fermer un lieu de culte pour « prévenir des actes de terrorisme ».

- **Fouilles systématiques**

La fouille systématique des personnes et véhicules dans des périmètres déterminés, sans avoir besoin de justifier d'un quelconque motif à l'encontre de la personne visée.

[⁷⁴]

- **Délit apologie du terrorisme** [⁷⁵]

Rima Hassan, députée européenne LFI sera convoquée 16 fois sous ce motif ! [⁷⁶]

Election des présidents de la République au suffrage universel dans le monde et dans l'Union Européenne

Douze pays sur vingt sept membres de l'Union Européenne [⁷⁷] élisent leur président au suffrage universel.

Les pays qui élisent leur président au suffrage universel direct (en gras les pays de l'union Européenne) :

⁷⁴ De la fouille des véhicules et adultes à la **fouille des élèves par la police**, le pas a été allégrement franchi : « *La fouille policière des élèves à l'entrée des établissements scolaires est rentrée dans les mœurs. Par sa violence symbolique, cette initiative gouvernementale (printemps 2025), illustration du populisme éducatif, renforce l'image de l'école vue comme lieu d'enfermement* ». Mediapart, 20 septembre 2026, Fouille des élèves : une violence institutionnelle mise en spectacle | Le Club de Mediapart

⁷⁵ **L'apologie du terrorisme** selon le code pénal, consiste à présenter favorablement des actes terroristes ou leurs auteurs. Elle est punie de peines d'emprisonnement et d'amendes (article 421-2-5 du Code pénal). **Définitions du terrorisme** : il n'existe pas de définition universellement acceptée du terrorisme au niveau international. La communauté internationale est divisée. Les désaccords empêchent d'établir un consensus. Il revient donc aux États de criminaliser les actes terroristes dans leur législation nationale. Ceux-ci possèdent des définitions vagues, générales et parfois contradictoires dans leurs législations respectives.

⁷⁶ **Rima Hassan député européenne LFI** a été soumise sur une période de deux ans à 16 procédures judiciaires pour « apologie du terrorisme ». 13 procédures ont été classées sans suite par le parquet de Paris après analyse de ses propos ou auditions libres. Elle n'a jamais été condamnée.

⁷⁷ Les 27 pays de l'UE : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Suède. Source : Mode de désignation du chef d'État et du Parlement par pays — Wikipédia (wikipedia.org)

Afghanistan, Algérie, Angola, Argentine, Arménie, **Autriche**, Azerbaïdjan, Bénin, Biélorussie, Bolivie, Brésil, **Bulgarie**, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, Chili, **Chypre**, Colombie, Comores, République démocratique du Congo, Corée du Sud, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Djibouti, République Dominicaine, Egypte, Equateur, **Finlande**, **France**, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Haïti, Honduras, Indonésie, **Irlande**, Islande, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, **Lituanie**, Macédoine du Nord, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Iles Marshall, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigeria, Ouganda Ouzbékistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, **Pologne**, **Portugal**, **Roumanie**, Russie, Rwanda, Salvador, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, **Slovaquie**, **Slovénie**, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Syrie, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, République Tchèque, Timor, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Yémen, Zambie, Zimbabwe,

En ce qui concerne l'Union Européenne, pour certains d'entre eux on constatera que ce ne sont pas les pays les plus démocratiques !

Mais pour être complet il faudrait analyser les constitutions respectives de ces pays et les pouvoirs qu'elles accordent à leurs présidents respectifs : aucune constitution d'un grand pays capitaliste ne donne autant de pouvoir au président élu au suffrage universel que la Constitution française.

Modes d'élection des Présidents dans les monarchies de l'Union Européenne (8 pays)

Belgique : Parlement élu au suffrage universel direct. Premier ministre élu par le parlement

Danemark : Parlement élu au suffrage universel direct. Premier ministre élu par le parlement

Espagne : Parlement élu au suffrage universel direct. Premier ministre élu par le parlement

Luxembourg : Parlement élu au suffrage universel direct. Premier ministre élu par le parlement

Norvège : Parlement élu au suffrage universel direct. Premier ministre élu par le parlement

Pays-Bas : Parlement élu au suffrage universel direct. Premier ministre élu par le parlement

Royaume-Uni : Parlement élu au suffrage universel direct. Premier ministre élu par le parlement (Chambre de Communes)

Suède : Parlement élu au suffrage universel direct. Premier ministre élu par le parlement

Les pays dont le président de la république est élu (ou désigné) au suffrage indirect [78] (en gras les 4 pays européens UE) :

Afrique du Sud : scrutin parlementaire

Allemagne ; scrutin par collège électoral

Chine : scrutin parlementaire

Cuba : scrutin parlementaire

États Unis : président élu par les « grands électeurs »

Grèce : scrutin parlementaire

Hongrie : scrutin parlementaire

⁷⁸ Les modes d'élections peuvent être très différents. Leur analyse ne rentre pas dans l'objet de cette note.

Inde : scrutin par collège électoral
Israël : scrutin parlementaire
Italie : scrutin par collège électoral
Suisse : scrutin parlementaire

Alain Dubourg

Le 30 septembre 2026

aldubourg@orange.fr